

DM2025041002

Objet : Réhabilitation de l'ancien commerce de boucherie – Mission CSPS – DEKRA

LE MAIRE DE LA COMMUNE D'AILLY SUR NOYE

Vu les articles L 2122-22 et 23, L 2131-1 et 2 du code général des collectivités territoriales,
Vu l'instruction comptable n°96-078 « M14 » du 01/08/96 modifiée,
Vu l'ordonnance 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative et le décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la Commande Publique qui finalisent l'entrée en vigueur dudit code au 1^{er} avril 2019,
Vu les articles R2123-1, R 2123-4 et R 2122-8 du Code de la Commande Publique,
Vu la délibération N° 001 du Conseil Municipal en date du 10 juillet 2020 portant délégation permanentes données au Maire par le conseil,
Vu l'analyse des offres réalisée par la commune d'Ailly-sur-Noye,

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire d'établir un contrat relatif à la mission Coordination Sécurité et de Protection de la Santé (CSPS) pour la réhabilitation de l'ancien commerce de boucherie sise 27 rue Saint Martin,

CONSIDÉRANT que l'offre émise par DEKRA Industrial SAS est la plus avantageuse,

DECIDE

Article 1 : De conclure un contrat avec « DEKRA Industrial SAS », dont le siège social de l'agence Hauts-de-France se situe 12 rue Léonard de Vinci – PAE du Tilloy à BEAUVAIS (60000) pour la mission Coordination Sécurité et de Protection de la Santé (CSPS) concernant la réhabilitation de l'ancien commerce de boucherie sise 27 rue Saint Martin.

Article 2 : Le montant du contrat s'élève à 4 410,00 € H.T.

Article 3 : Il sera rendu compte au Conseil Municipal de la présente décision.

Article 4 : Madame la Directrice Générale des Services, ainsi que Monsieur le Comptable Public, sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Article 5 : La présente décision :

- sera transmise à M. le Sous-Préfet de Montdidier au titre du contrôle de légalité,
- peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de M. le Maire d'Ailly-sur-Noye dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa publication ou notification, de sa transmission au contrôle de légalité. L'absence de réponse dans un délai de mois à compter de sa réception équivaut à une décision implicite de rejet (Art 411-7 CRPA)
- peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif d'Amiens par courrier, ou sur le site Télérecours citoyens (www.telerecours.fr) dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa publication ou notification, de sa transmission au contrôle de légalité ou à compter de la réponse explicite ou implicite de M. le Maire si un recours gracieux a été préalablement exercé.

Fait à Ailly-sur-Noye, le 10 avril 2025.

Le Maire
Pierre DURAND

